

Retraites : rendez vous unitaire le 27 Mai

Bien avant que la crise n'ébranle nos économies, les cadres marquaient une défiance de plus en plus large vis-à-vis des politiques sociales menées dans notre pays. Depuis des mois, au fur et à mesure de la propagation des arguments, des propositions CGT et au fil des mobilisations, les sondages et les enquêtes le confirment chaque fois un peu plus : cette catégorie est loin d'être acquise aux idées dominantes et aux dogmes libéraux. La dernière livraison du baromètre CSA/UGICT-CGT avait confirmé l'inquiétude des cadres pour le système de retraites et la non pertinence des solutions de capitalisation. Récemment, le baromètre Viaivoice-HEC-Le Figaro Economie-France Inter-France 24 a révélé l'inquiétude massive des cadres et leur attachement au système de retraites par répartition. En effet, si 72% des cadres se déclarent inquiets, 62% considèrent que « notre système de retraite est un atout pour la France et qu'il faut le préserver ».

D'ailleurs notre système de retraite a mieux résisté à la crise financière alors que s'écroulaient les fonds de pensions anglo-saxons. Ce que nous disent ces sondages, c'est que le gouvernement est vraiment en difficulté avec les couches moyennes sur qui il fait reposer bien des fardeaux en matière de fiscalité. Le discours sur le recul de l'âge de la retraite ou l'augmentation de la durée de cotisation ne fait pas recette chez les cadres. Car la perspective d'arriver à réunir une carrière complète s'éloigne avec l'allongement de la durée des études, la précarité en début de carrière pour les jeunes et le chômage massif des seniors. Les organisations syndicales viennent de décider d'une nouvelle date de mobilisation unitaire le 27 mai. Il s'agit maintenant de se saisir de cette nouvelle initiative pour transformer l'inquiétude en mobilisation sociale.

Branche Poste**Geopost couvre DPD Serbie ?**

M. Bailly va-t-il déclencher son alarme sociale dans ses filiales ? Le syndicat mondial UNI considère que Geopost fait partie des opérateurs postaux ayant les pratiques les plus antisociales.

Ainsi chez DPD Serbie : une vingtaine de licenciements, une trentaine de non reconductions de contrat sans explication, trois mois de salaires amputés de 20%, ... Le patron local est le bailleur des locaux de DPD et il a multiplié les coûts fixes par trois en quelques années. Une gestion couverte par la direction de Geopost. Les employés de DPD Serbie ont décidé d'informer les médias serbes et français de leur situation ainsi que les autorités publiques afin que leurs droits soient reconnus. L'avenir des salariés du groupe La Poste dans le cadre de la privatisation et de la dérive ultra libérale des amis de Sarkozy serait-il ainsi tracé ?

Panne sociale : le carburant du 27 Mai

Dans un contexte de crise économique et sociale, aggravée par la mauvaise répartition des richesses, la Poste cherche à accroître ses résultats financiers en intensifiant le travail des postiers. Ceux-ci refusent, parce qu'elles ne sont pas acceptables, les organisations du travail non négociées, fluctuantes et déstabilisantes qui dégradent la qualité des emplois et des conditions de travail en portant atteinte : à la santé, aux 35 heures, à l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle... Les postiers en reclassement, dont les cadres constituent un gros bataillon, sont de plus en plus nombreux et sont gagnés par une inquiétude anxiogène légitime. Alors qu'il y a urgence, La Poste est en "panne sociale" ! C'est le constat amer que font les postiers et leurs organisations syndicales. Pour tous ceux qui veulent changer cela, le 27 Mai sera l'occasion de le dire clairement et de se faire entendre.

RETRAITES**DES SOLUTIONS
IL Y EN A !****Branche Télécoms****Transcom : remise en cause du principe d'équité**

Depuis juillet 2009, les salariés se sont mobilisés contre la mise en place de l'annualisation et la modulation du temps de travail puis des menaces de licenciement en cas de refus.

Aujourd'hui, la direction annonce renoncer à appliquer l'accord signé avec la CFDT, la CFTC et FO pour les 31% du personnel ayant refusé de signer l'avenant contractuel.

Les autres salariés ayant accepté sous la menace du chômage, se verraient appliquer des horaires décalés et une organisation aggravant lourdement leurs conditions de travail, leur vie privée et leur santé physique et mentale. La CGT exige que la direction applique une organisation du travail basée sur le respect de la vie familiale sans contrainte supplémentaire et en tenant compte de la pénibilité liée au métier, sinon il faudra imposer par l'action d'autres choix à Transcom !

La CGC signe pour les 500 €

Enfin et malgré l'attitude de la CGC tout au long des négociations salariales 2010 à FT, elle a décidé de rejoindre la CFDT, FO et SUD dans la signature de l'accord. Et pourtant, le fait qu'il n'y avait aucune clause de « revoyure » en cas de sursaut de l'inflation en 2010 était une condition sine qua non de non signature ! Tout au long des négociations, la CGC a demandé des augmentations générales plus fortes pour les cadres et elle signe avec 500 € et 2% en managérial !

Pour notre part nous avons demandé des augmentations générales conséquentes pour tous les salariés à un autre niveau que les 500 € comparative-ment à la perte de pouvoir d'achat subie depuis de longues années par les salariés. La CGT négocie, mais ne signe que si l'accord est intéressant pour les salariés. CQFD.

Échos

Groupe FT: accords IRP et stress, la CGT ne signe pas !

Pendant les négociations la CGT a fait des propositions pour que les IRP deviennent de véritables outils pour améliorer les conditions et la santé au travail, avec notamment des IRP de proximité. L'accord sur le fonctionnement des IRP est loin de répondre aux mesures indispensables pour ré-humaniser France Télécom. Pour ce qui concerne l'accord sur le stress, même s'il reprend l'accord interprofessionnel, il acte la création d'un comité national de prévention du stress, sans valeur juridique et éloigné des salariés. La situation aurait imposé de généraliser les CHSCT de proximité et de donner des prérogatives renforcées et des moyens supplémentaires aux CNHST et aux CHSCT. Pour la CGT, il s'agit d'un recul inacceptable !

Retraites

Besoins de solidarités

Une troisième réunion s'est tenue sur les retraites le mercredi 5 mai avec à l'ordre du jour la question de la solidarité.

Les représentants du ministre Eric Woerth ont invité la délégation à exprimer ses analyses et propositions sur les solidarités dans le système de retraites. La délégation CGT a explicité son approche en matière de carrière complète, ce qui a conduit les représentants du gouvernement à « lâcher » quelques propos édifiants : « *Les salariés qui ont fait des études ont déjà un avantage salarial, on ne peut y ajouter un avantage pour la retraite* ». Nous pensions naïvement que le salaire était fonction de la qualification et ne pouvait être considéré comme un avantage. « Le rendement des études est déjà très élevé en France, inutile d'en rajouter ».

C'est bien une intervention massive des salariés dans ce rendez-vous 2010 qui permettra de faire valoir nos intérêts.

Dialogue de sourds ?

Le 3 mai au ministère du Travail, la CGT a rappelé fermement que la moitié des besoins de financement pouvait être assurée par le plein emploi en détaillant ses propositions sur l'élargissement de l'assiette de cotisations à l'intéressement et à la participation, la suppression des exonérations, la modulation du taux de cotisation des entreprises et la mise à contribution des revenus financiers.

La réponse des représentants ministériels est inquiétante puisqu'ils ont dit qu'il n'était pas question d'envisager une augmentation générale des cotisations employeurs et/ou salariés, que les exonérations de cotisations jouaient un rôle positif en matière d'emploi et que l'aspect « trappe à bas salaires » n'était pas démontré...

International

La précarité ne peut pas être l'avenir de l'Europe

A l'occasion de la journée internationale du Travail, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a déclaré qu'il est nécessaire que l'Union Européenne développe des politiques d'investissement à l'aide d'un plan de relance de 1% du PIB européen afin de mettre en place de nouvelles politiques industrielles innovantes créatrices d'emplois.

La qualité de l'emploi doit être l'objectif, pour assurer une vie décente aux salariés ainsi qu'un développement économique et social durable. Il est aussi nécessaire de soutenir les personnes et les pays en difficulté par des politiques actives de solidarité afin de générer de l'activité et de la cohésion sociale. C'est ce qu'exprimaient les syndicats présents dans les défilés du 1^{er} Mai.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr/Cadres

Échos

Chômeurs en fin de droits : solution pauvre

Notre gouvernement se félicite d'avoir trouvé une « solution » avec les partenaires sociaux, exceptée la CGT, pour le million de chômeurs (dont 360000 sans aucune ressource) arrivant en fin de droits cette année.

Il oublie un peu vite que cette population restera en dessous du seuil de pauvreté.

L'Allocation Spécifique de Solidarité est soumise à de telles conditions d'attribution (niveau de revenus du foyer, interdiction de refuser un contrat aidé ou une formation) que peu en bénéficieront. Pourquoi ne pas faire appel aux banques qui ont engrangé 11 milliards de bénéfices en 2009 avec l'aide de fonds publics ?

Ce ne serait que justice puisqu'elles sont à l'origine de la crise qui a créé des centaines de milliers de chômeurs.

Actions

La culture en rideau

Après le succès de la journée d'action du 29 mars les professions de la culture et leurs fédérations ont appelé le 6 mai à renforcer le mouvement. Cet appel a démontré la volonté de ces professions d'offrir à notre pays une autre ambition culturelle et l'exigence de préserver les capacités, pour tous ceux qui œuvrent dans ce vaste champ de la culture, à travailler dans de bonnes conditions. La désorganisation du service public d'Etat, les menaces sur les capacités d'intervention des collectivités territoriales dans un proche avenir et l'interventionnisme du chef de l'Etat, constituent par leur convergence, un danger pour la culture. Nous sommes bien confrontés à une offensive idéologique libérale livrant à la marchandisation la culture comme l'éducation, la recherche et la santé. D'autres choix sont possibles. La CGT est porteuse de propositions.

Grèce : la CGEE condamne la violence

A la suite des débordements en marge de la manifestation du 5 mai à Athènes, qui ont fait trois victimes, la Confédération Générale du Travail de Grèce (CGEE) a condamné « cette violence et ce vandalisme aveugles qui discréditent et portent atteinte à la lutte légitime des travailleurs grecs ». La CGEE réaffirme sa détermination à poursuivre le combat pour défendre les droits et les revenus des travailleurs et des retraités. Non à l'austérité pour les peuples !

Des centaines de milliards d'€ ont été mobilisés pour sauver les financiers et les banques sans contre partie, ce qui a provoqué de nouvelles vagues spéculatives. Or, aujourd'hui pour venir en aide aux Etats, le FMI et les responsables européens exigent des sacrifices des peuples. Pour mettre fin à la spéculation causée de l'instabilité des marchés, il faudrait plutôt une cure d'austérité pour les financiers !

Égalité

Anniversaire de la fin de l'esclavage : le 10 Mai férié !!!

Une vingtaine d'associations et la CGT ont organisé la « Marche des réparations » à Paris le 10 Mai 2010, afin de réhabiliter l'histoire et de rendre justice aux victimes de l'esclavage. Cette date fait référence au 10 Mai 1802, jour où Louis Delgrès prononça son discours puis choisit la mort plutôt que de se rendre.

Pour la CGT, cette journée est un formidable point d'appui : il faut continuer le combat pour obtenir de justes réparations. Une table ronde doit s'ouvrir pour négocier des droits pour les descendants d'esclaves et les victimes des colonisations.

Un jour férié chômé payé pour toute la population doit être octroyé et il est urgent que les livres d'histoire intègrent objectivement ce véritable génocide.